

VERS LE CRIME...

Nous savions que les chefs bolchevistes n'hésitent jamais à changer leur fusil d'épaule et qu'ils s'exerçaient depuis des années à sauter d'un côté de la barricade à l'autre. Dans l'art de l'acrobatie, on ne peut contester leur maîtrise.

Ils avaient espéré, à partir de 1936, influencer suffisamment la politique française pour faire de M. Léon Blum l'homme de la guerre, et ce fut la campagne pour l'Espagne. Leur tentative ayant échoué, ils manœuvrèrent pour provoquer le renversement du gouvernement socialiste, espérant être plus heureux avec un gouvernement à tendance radicale: et ils misèrent sur M. Daladier.

Mauvaise opération. Ils s'étaient encore trompés, mais ne désarmèrent pas et, de l'intérieur du Parlement comme de l'extérieur, ils poursuivirent leur lutte acharnée, fidèles aux instructions reçues de Moscou.

C'est surtout à partir de septembre 1938 que leur bataille devint plus âpre et plus féroce. Ils ne pardonnaient pas au président du Conseil d'avoir épargné l'existence de quelques millions de jeunes gens qui ne demandaient qu'à vivre et qui bénissaient ceux qui, quotidiennement, retardaient le massacre auquel ils semblaient destinés. Il peut se passer bien des choses d'un jour à l'autre. Vingt-quatre heures, c'est beaucoup et c'est peu dans la vie d'un homme: il ne faut pas un millionième de seconde pour passer de vie à trépas, et lorsque l'avenir d'un monde repose sur l'existence d'un être qui n'est ni tabou ni immortel, alors... nous avons encore le droit d'espérer.

Mais pour nos bolchevistes vingt-quatre heures de perdues c'était peut-être la perspective de la paix et ils ne pardonnaient pas à M. Daladier d'avoir tenté l'impossible pour sauver cette paix précaire, avec cette conviction que tant que le canon n'a pas parlé, rien n'est définitivement compromis. Ils ne lui pardonnaient pas d'avoir franchi le Rhin, escorté par la pensée angoissée de tout un peuple - de tous les peuples - pour convaincre, ou essayer du moins de convaincre le maître insensé de l'Allemagne qu'il avait tout à perdre dans une bataille comme celle qu'il voulait livrer au monde et que, s'il ne voulait pas faire l'économie d'une guerre, son pays s'écroulerait, écrasé sous le mépris de l'humanité.

Ils ne lui pardonnaient pas parce qu'ils voulaient la guerre, parce qu'ils voulaient leur guerre.

Et c'est ainsi que, sous la plume de M. Gabriel Péri, qui faisait la politique extérieure commandée par Moscou, M. Daladier était devenu l'un des *« quatre charcutiers de Munich »*.

Le titre de bourreau conviendrait mieux à M. Gabriel Péri et à ses amis.

Certes, ce n'est pas sans amertume et sans douleur que nous avons vu la Tchécoslovaquie envahie par les hordes militaires allemandes. Nous avons serré les poings de rage et d'impuissance. Mais n'est-ce pas M. Gabriel Péri et ses amis qui sont responsables et complices de cette opération? N'est-ce pas eux qui ont ouvert l'appétit du chancelier allemand en écrivant que la *« Tchécoslovaquie était un bastion de l'impérialisme français au centre de l'Allemagne »*? N'est-ce pas eux qui estimaient que l'Autriche *« était un pays allemand que c'était un scandale de ne pas la rattacher à la mère-patrie »*? N'est-ce pas eux qui demandaient *« la libre disposition du peuple d'Alsace-Lorraine jusques et y compris sa séparation d'avec la France »*?

Vous avez la goutte à l'imaginative, Messieurs.

Si MM. Thorez et Péri se penchaient sur leur passé, ils se prendraient par la main et se conduiraient mutuellement au poteau de Vincennes.

Peuple, réfléchis. Les voilà tes traîtres!

Mais à quel prix vous payait-on donc la pinte de sang ouvrier pour avoir tout fait afin d'entraîner le prolétariat de ce pays sur les champs de bataille? Nous savions bien que vous finiriez par l'avoir, votre guerre, que

vous nous contraindriez à la faire afin d'écarter de l'U.R.S.S. une menace en la faisant peser sur la France et pour permettre à votre «*génial Staline*» de poursuivre son épouvantable oppression.

Il pouvait paraître inopportun de nous acharner dans une opposition anti-bolcheviste au moment précis où les communistes semblaient animés des meilleures dispositions en faveur de la défense des libertés démocratiques. Nous persévérions cependant dans notre attitude, car nous avions la certitude que tout n'était que comédie, et les événements qui se succédaient n'étaient pas susceptibles d'ébranler notre conviction. Ceux qui espéraient encore, malgré les enseignements du passé, pouvoir s'associer avec Moscou se préparaient un sinistre réveil.

Pour celui qui observait depuis toujours l'évolution du bolchevisme, en profondeur et en surface, il n'était pas possible d'accorder un crédit, aussi faible fût-il, aux démonstrations libérales des serviteurs soviétiques.

Que cachaient réellement ces démonstrations? Le désir sincère d'échafauder sur les ruines d'un monde qui s'éteint une société où régneront la paix et la liberté? Ou l'espérance d'instaurer, à la faveur d'une guerre terrible, cette dictature du prolétariat aussi contraire au droit des gens et au respect de la liberté individuelle ou collective que le régime le plus despotique que l'on puisse imaginer?

Nous avons, au début de cette étude, signalé que Manioulski avait répondu à cette question: «*La guerre sera sainte et juste, parce qu'elle déterminera l'éclosion de foyers révolutionnaires*».

Or, il pourrait sembler que nous nous enfermions dans une contradiction, puisque nous prétendons que l'U.R.S.S. n'est plus ni socialiste ni révolutionnaire et que cependant elle souhaitait la désorganisation sociale des autres puissances et les poussait à la révolution. C'est que la guerre ou la révolution en Europe devenait une impérieuse nécessité de politique intérieure pour la Russie.

La Russie est un pays économiquement puissant et peut-être le seul en Europe ou aurait pu se tenter avec quelque chance de succès rapide une expérience de transformation socialiste. Or, après vingt-deux ans de dictature du prolétariat, le travailleur soviétique, malgré la fertilité de l'Ukraine, - qui était avant la révolution d'octobre un des greniers de l'Europe, - malgré les richesses régionales du sous-sol russe en fer, en cuivre et en or, malgré son pétrole, et bien que le capitalisme soit éliminé, et que ce que l'on appelle l'exploitation de l'homme par l'homme ait théoriquement disparu, le travailleur soviétique est plus malheureux et économiquement moins avantagé que le plus modeste des ouvriers ou des manœuvres des nations à régime capitaliste.

Une telle situation, quelle que soit la hauteur des frontières que l'on élève, pour tenir un peuple à l'abri de la comparaison, ne peut se perpétuer indéfiniment.

Dans les années qui suivirent la révolution de 1917, les dirigeants bolchevistes pouvaient encore invoquer la lutte économique et idéologique menée par les puissances bourgeoises contre la «*patrie du socialisme*», et qui entravait l'amélioration économique, politique et sociale du peuple. Mais, depuis 1925, l'U.R.S.S. était entrée définitivement dans le grand concert des peuples européens, et ses relations avec le monde entier la mettaient à l'abri d'une menace. Elle avait été adoptée, sans enthousiasme, mais le résultat restait le même. On peut même dire que, depuis 1934, seule l'Allemagne de Hitler menait contre le bolchevisme une croisade idéologique.

Or si, extérieurement, la politique de l'U.R.S.S. se couvrait de lauriers, intérieurement elle accumulait les désastres et nécessitait des «*épurations*» successives qui démontraient bien le mal dont souffrait le régime. Imprimer dans la presse qu'un cordonnier confectionnait 1.860 empeignes par jour et qu'un mineur extrayait 100 tonnes de charbon ne donnait pas de chaussures à l'ouvrier et ne fournissait pas de houille dans les ménages. Une digression était indispensable. Une guerre ou une révolution étrangère, dans l'esprit des dirigeants soviétiques, devait convaincre le travailleur soviétique que son sort était encore enviable comparé à celui des «*exploités*» des nations capitalistes.

Voilà le véritable drame qui se jouait en Europe, et voilà où nous en sommes arrivés pour n'avoir pas su nous défendre contre la trahison d'un parti au service de la Russie et qui, ces dernières années, cachait son ignominie sous les plis du drapeau tricolore.

Nous l'avons dit et redit, et nous le répétons encore: le bolchevisme possédait une puissance colossale de désagrégation. Il détruisait tout ce qu'il ne pouvait asservir. N'ayant pu réaliser l'égalité dans le bonheur, il cherchait à universaliser l'égalité dans la misère pour placer ses adversaires dans une position de moindre

résistance. Sa persévérance dans l'accomplissement de ses desseins était admirable et une des causes premières de ses succès. Sous-estimer sa force serait encore un crime.

Ses procédés étaient toujours les mêmes. Aux yeux des masses travailleuses, il monopolisait tout ce qui était social. Il était aussi habile à voler les âmes que l'argent. Et l'ignorance dans laquelle il entretenait les travailleurs ne risquait pas d'entraver son activité.

Il avait fait de Louise Michel, de la bonne Louise que Rochefort - et la duchesse d'Uzès même - appelaient la *Communarde au grand cœur*, - de Louise Michel qui fut humainement une femme, il avait fait un objet de ridicule propagande soviétique. Au mépris de toute vérité historique, ses agents ont tronqué sa vie pour l'adapter aux besoins de la mauvaise cause qu'ils propageaient. Ne pouvant effacer son nom de la chronique sociale, ils l'avaient purement et simplement annexée en la bolchevisant.

Jaurès également leur appartenait. Et ayant fait de Maurice Thorez un «*fils du peuple*», il leur fallait aussi une fille du peuple. N'en trouvant pas d'assez représentative parmi les contemporains, ils avaient fouillé dans le passé et en avaient découvert une: Jeanne d'Arc. Pas moinsse.

Si, il y a dix ans, on avait dit à un communiste, à un brave ouvrier que l'on nourrissait d'antipatriotisme, d'antimilitarisme et d'anticléricalisme, qu'un jour viendrait où il adopterait comme «*fille du peuple*» la *Vierge de Domrémy*, il serait devenu écarlate de colère. Et pourtant, ils en étaient arrivés là. Il s'en est fallu d'un cheveu qu'ils ne contestent aux monarchistes le droit de défilier devant la statue de celle qui fit sacrer Charles-7 à Reims. Ils étaient prêts à en faire une militante antifasciste qui a bouté les réactionnaires anglais hors de France. Si Moscou l'avait exigé, ils auraient même démontré, textes à l'appui, que Jeanne d'Arc fut l'inspiratrice de Karl Marx et que Staline était un descendant de l'héroïne.

Le ridicule ne tuait plus au pays de Voltaire.

Il fallait bien que ce scandale fût dénoncé. Nous avons été possédés, nous avons été trompés, nous avons été trahis. Nous avons été trahis jusqu'au crime, puisqu'il est maintenant avéré que cette trahison n'avait d'autre objet que de nous faire tuer pour le bénéfice d'une puissance qui se réclame du socialisme et qui est la plus réactionnaire du globe.

Il ne s'agissait plus de lutte de classe. Les classes, le *Parti communiste* dit français les avait confondues dans une corruption qui n'a pas de précédent dans l'Histoire, car une fraction de la bourgeoisie s'était laissé contaminer, elle aussi, par le virus bolcheviste.

Et ce qu'il y a de plus abject dans le rôle joué par les bolchevistes français, c'est qu'ils n'avaient même pas l'excuse du fanatisme ou de la plus élémentaire des sincérités. Ce qu'il y a de plus tragique, c'est qu'une partie égarée de la classe ouvrière traitait en ennemie la partie saine du prolétariat et les hommes qui, jusqu'à la dernière minute, cherchèrent à sauver la paix, conscients de l'effroyable calamité que serait une guerre moderne.

Les grandes lignes de cette étude - que j'ai remise en chantier en raison des événements qui se sont précipités - étaient tracées bien avant la guerre.

Sur la petite île des Charentes où je m'étais retiré pour y goûter le repos gagné par une année de travail, j'en compulsais les derniers documents tout en partageant l'existence saine et féconde d'un peuple libre qui vit de ses efforts, souvent pénibles.

Frondeur? Bien sûr. Il sait bien que le pain est amer sans la liberté. Et le peuple qui travaille aime la liberté.

La petite île des Charentes, où je me suis caché durant un mois, m'était apparue comme une réduction de la France. Marins au teint hâlé, paysans aux mains calleuses, ouvriers au regard franc et loyal, la vie s'écoulait pour eux harmonieusement, le labeur de chaque jour préparant celui du lendemain. Ainsi marche l'évolution.

Est-ce à dire que tout était parfait? Non. Mais c'était néanmoins le bonheur et la quiétude, parce que c'était la PAIX.

Je regardais l'océan, qui roulait interminablement ses vagues éternelles venant se briser au pied d'un

décor d'opéra-comique. Au loin, émergeant des flots, deux fortins construits sous le Premier Empire ne représentaient plus que des lieux de pèlerinage. Les ponts-levis qui interdisent l'accès du village sont d'une désuétude charmante et romantique et me faisaient songer à un passé lointain et révolu où l'homme était contraint de se défendre contre les hommes.

Je regardais l'océan. Mais un bruit de tonnerre troubla le silence. Je levai les yeux. Un groupe d'oiseaux géants, terrifiants dans leur majesté, évoluaient dans le ciel, puis, lentement, se posèrent sur la mer, infiniment calme.

Au loin, une masse grise se détacha à l'horizon et, crachant du feu par ses deux cheminées, glissa rapidement sur l'eau, soulevant derrière elle un sillage d'écume. Une autre, puis une autre, puis une autre encore.

Hélas! j'avais rêvé. Ce n'était pas la paix encore. La guerre qui flotte, qui plane et qui glisse me rappelait à la réalité. La guerre que souhaitaient deux monstres au visage humain, voulant imposer au monde leurs mensonges et leurs crimes.

Je pensai, alors, au travailleur allemand privé de l'indispensable, abandonnant une tasse de lait pour que Hitler puisse construire un canon de plus. Je pensai au travailleur russe enfermé depuis vingt ans dans les frontières de sa prison soviétique.

Je me remémorais la terrible odyssee de ce bateau funèbre transportant dans ses flancs un millier d'émigrants chassés d'une terre inhospitalière, douloureuses victimes d'un Führer en furie. L'Allemagne les avait repoussés. Ils avaient frappé aux portes de la Russie, «*patrie des travailleurs*». La Russie refusa d'ouvrir ses portes. Pas un seul émigrant ne trouva asile sur le sol soviétique. La France les recueillit, après tant d'autres. Et c'est bien ainsi.

Et je me disais que tout n'était pas perdu. Qu'il n'était pas trop tard pour sauver la paix si le peuple allemand refusait de se sacrifier pour Hitler et si le peuple russe refusait de s'associer au crime préparé par Staline.

Alors le peuple français n'eût pas été contraint d'aller sur les champs de bataille pour défendre sa liberté.

Jules CHAZOFF.
